



CCI LYON METROPOLE
SAINT-ETIENNE ROANNE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

MARCHE N°25LM06MP

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT
DELEGATION ROANNE**

LOT 0 : PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES

POUVOIR ADJUDICATEUR
CCI LYON METROPOLE SAINT ETIENNE ROANNE

Place de la Bourse
69289 LYON CEDEX 02
Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr
Cellule régionale de la commande publique : marches@lyon-metropole.cci.fr

SOMMAIRE

1- <u>Objet des travaux</u>	3
2- <u>Lieux d'exécution, description des sites et contexte</u>	3
3- <u>Typologie des Travaux</u>	5
4 – <u>Conditions d'exécution des prestations</u>	6
5 – <u>Caractéristiques des matériaux et produits</u>	7
6 – <u>Vérifications, contrôles et garantie</u>	8
6.1 – Vérifications des côtes des plans	8
6.2 - Certificats, contrôle et essais des matériaux, échantillons.....	8
6.3 - Garanties des équipements - Hors disposition particulières stipulées au CCTP	9
7 – <u>Travaux en site occupé</u>	10
8 – <u>Installation du chantier et Stockage des matériaux</u>	10
9 – <u>Nettoyage et Gestion des déchets</u>	11
9.1 – Nettoyage	11
9.2 - Gestion des déchets de chantier	12
10 – <u>Réception de Chantier</u>	12
10.1 – Nettoyage fin de chantier	12
10.2 – Levée des réserves	13

1- Objet des travaux

Le présent CCTP a pour but de définir les travaux de réaménagement des locaux de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne sur l'Hôtel consulaire de Roanne. (42)

Les ouvrages à réaliser sont soumis au contrôle technique ainsi qu'aux dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier, conformément aux textes législatifs relatifs à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les entreprises sont tenues dans le cadre de leur offre d'apporter toute aide de quelque nature qu'elle soit, au bureau de contrôle, pour qu'il puisse assurer sa mission.

Les entreprises devront prendre en compte toutes les observations que le bureau de contrôle fournira sur leurs ouvrages.

Liste des corps d'état :

Lot 1 : CVC-PLOMBERIE

Lot 2 : ELECTRICITE - CFO/CFA

Lot 3 : MENUISERIES INTERIEURES

Lot 4 : CURAGE -PLATRERIE - PEINTURE -TAPISSERIE - FAUX PLAFONDS – CLOISONS AMOVIBLES

Lot 5 : REVETEMENTS DE SOLS

2- Lieux d'exécution, description des sites et contexte

La CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne est un acteur majeur du développement économique de son territoire. Avec une circonscription qui couvre 537 communes, la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne est au service de plus de 153 000 entreprises qui relèvent de l'industrie, du commerce ou des services (sur les départements de la Loire et la majorité du Rhône). Ces entreprises représentent plus d'un million d'emplois et 34% du poids économique du territoire Auvergne –Rhône-Alpes.

La CCI a pour mission :

- De représenter les entreprises et les commerçants auprès des pouvoirs publics,
- D'accompagner les entreprises dans leur développement, de la création jusqu'à la transmission,
- De soutenir la formation professionnelle initiale ou continue,
- De contribuer aux décisions d'aménagement du territoire et à la gestion des grands équipements utiles au développement et à l'attractivité de son territoire.

La CCI possède 3 Hôtels Consulaires : Le Palais de la Bourse à Lyon, le 57 cours Fauriel à St Etienne et le 4 rue Marengo à Roanne. Environ 200 Collaborateurs travaillent dans les locaux.

La CCI s'est engagée en 2019 dans un grand plan de transformation de nature à lui permettre de poursuivre efficacement ses missions au service du monde économique et de l'attractivité de son territoire.

Fragilisée par une baisse de ses ressources fiscales, impactée directement par la crise sanitaire, et tenue de mieux intégrer dans ses activités l'environnement en mutations, la CCI a dû rapidement se transformer pour être en mesure de mieux servir ses missions de service public et mieux répondre aux besoins de ses clients.

Ce plan de transformation est global, il intègre un repositionnement, une restructuration de l'offre, une simplification des process, une modernisation des outils et une réorganisation complète des équipes.

Ce plan de transformation initié en septembre 2020 a été concomitant avec la crise sanitaire qui a, aussi, fait fortement évoluer les pratiques professionnelles (travail à distance, moins de présentiel...).

Dans ce contexte, la CCI réfléchit à une meilleure valorisation de ses actifs et souhaite optimiser et moderniser les espaces pour améliorer les conditions de travail de ses salariés et parallèlement mieux rentabiliser ses surfaces.

La CCI transformée a aujourd'hui 2 ans, l'ensemble de l'organigramme a été entièrement repensé, un plan de licenciement important a été mis en œuvre, de nouvelles pratiques professionnelles ont été mises en place et ceci dans une conjoncture rendue encore plus compliquée par la crise sanitaire et le côté multisites de notre organisation.

Nos hôtels consulaires sont des bâtiments magnifiques mais très contraints et qui ne facilitent pas les échanges et rencontres. Le plan de transformation a induit de nouveaux recrutements, des plans d'intégration ont été mis en place mais le contexte sanitaire et la réorganisation ne facilitent pas le travail en transversal des équipes qui ne se connaissent plus ou peu...

C'est dans ce contexte, socialement délicat que nous souhaitons demain repenser les usages, œuvrer pour la qualité de vie au travail, l'optimisation de l'utilisation des surfaces. Le nouvel aménagement des espaces doit être un atout de plus pour la transformation de notre CCI.

Il faut repenser les usages de ces lieux, faciliter les échanges entre les directions, les nouveaux et les anciens salariés et rendre palpable au quotidien les nouvelles pratiques professionnelles.

Nos clients doivent aussi être accueillis dans ces lieux et contribuer, à leur manière, à notre transformation.

Ces aménagements doivent prendre en compte les besoins et les usages des collaborateurs, des clients et de l'ensemble des visiteurs, y compris lors de manifestations.

En lançant ce projet, la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne souhaite :

- Offrir des conditions de travail plus agiles et plus flexibles en proposant un environnement collaboratif et les technologies associées ce qui permettra in fine de développer l'implication et l'engagement des collaborateurs
- Donner une image moderne que ce soit auprès de ses collaborateurs, des futurs candidats ou même de ses partenaires
- proposer une nouvelle expérience Collaborateur sur site
- Optimiser les espaces de travail et en ayant un nombre de m² réduit
- Aller plus loin dans le concept initial de travailler dans un bâtiment "Comme à la maison" qui retrouve les codes d'une maison cosy et chaleureuse et ceux d'une maison moderne et connectée
- Remobiliser les équipes et renforcer l'intelligence collective

Cette nouvelle forme de travail au sein de la CCI Lyon métropole St Etienne Roanne s'articulera donc autour de 4 thématiques majeurs : l'espace, la technologie, les modes de travail et les personnes, avec une attention particulière portée aux pratiques managériales, à la responsabilité des équipes, à la transversalité, à la cohésion et au bien-être au travail.

Les candidats sont réputés avoir effectué une visite du site, afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des lieux et de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

Le titulaire ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, sites, limites et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que tous les éléments locaux, tels que : nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques, hauteur sous plafond, manques d'informations et sujétions diverses en relation avec l'exécution de ses travaux.

En aucun cas les entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations, ou réclamer des suppléments de prix.

3- Typologie des Travaux

Le chantier sera réalisé à Roanne dans son hôtel consulaire, bâtiment recevant du public (ERP 3^{ème} catégorie).

Les travaux concernent une partie du 1^{er} étage de l'Hotel Consulaire ce qui correspond à environ 350m².

Conditions de réalisation des travaux :

Les travaux se dérouleront en Site occupé, même si la zone du 1er étage sera libérée : la base vie pourra donc être installée sur site (et évoluer en fonction des travaux), et les sanitaires de l'étage pourront être utilisés par les entreprises

➔ Pas d'installation spécifique à prévoir

En termes d'accès pour les entreprises, par place des Minimes.

Pour les approvisionnements ou évacuations, ils devront se faire au fur et à mesure du déroulement (au jour le jour). Un endroit de stockage minimum sera défini au début du chantier.

➔ Pas de contrainte spécifique à prendre en compte

Les travaux à prendre en compte sont variables suivant les zones à traiter, mais le principe général est le suivant :

- Curage (plus ou moins important suivant zone) du plateau,
- Nouvelle distribution intérieure (avec création d'espace en open-space)
- Reprise des revêtements de sol et plafonds, avec pose de baffles acoustiques
- Reprise de la distribution des équipements d'éclairage, de la distribution CFO-CFA en fonction du nouvel aménagement des postes de travail
- Les sources de chaleur sont conservées

NOTA : L'aménagement et l'équipement mobilier n'est pas pris en compte dans l'évaluation (budget à part).

La particularité des travaux réside dans l'intention de vouloir préserver et remettre en valeur les décors et équipements d'origine, en termes de patrimoine. Les travaux de curage et de démolitions devront être menés de manière délicate, de façon à pouvoir découvrir « sans détruire » certaines

parties aujourd'hui dissimulées par des aménagements plus contemporains. Par la même, les travaux de restauration à envisager sont difficilement appréciable à ce stade, tant que les éléments d'origine ne seront pas mis à jour.

4 – Conditions d'exécution des prestations

Les CCTP précisent uniquement les objectifs techniques et architecturaux à atteindre.

Pour ce qui concerne les ouvrages de support (platines de fixations, fixations, chevilles, etc.), les dimensions éventuelles données au sein du présent document restent à titre indicatif et devront être validées par l'entreprise dans le cadre de son offre.

En aucun cas, la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage ne pourra être engagée pour ce qui concerne le dimensionnement des éléments de fixations et d'ordre structurel, dans le sens où le titulaire, de par sa spécialité, doit fournir les notes de calculs et justifications nécessaires pour validation par le bureau de contrôle avant tout démarrage de ses prestations.

Dans le cas où le titulaire modifie la définition des dits ouvrages de support, elle devra le faire au sein d'une annexe et la joindre à son offre.

Faute de quoi, l'entreprise accepte sans réserve les prestations demandées.

Les prestations à la charge du Titulaire dans le cadre de son marché comprennent tous les travaux nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages, notamment :

- La fourniture sur le site des travaux de l'installation de chantier, de l'outillage et du matériel d'exécution,
- la fourniture à pied d'œuvre de tous les matériaux et produits nécessaires à l'exécution des travaux.
- tous les échafaudages, engins ou dispositifs de levage nécessaires à l'exécution des travaux,
- tous les équipements de protection et de sécurité,
- tous les travaux préparatoires nécessaires que l'entrepreneur aura reconnus lors de la reconnaissance des existants,
- les protections des ouvrages existants pouvant être tâchés,
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux,
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
- le tri sélectif des emballages et déchets et l'enlèvement hors du chantier conformément à la réglementation en vigueur,
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, etc...., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception,
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- La protection et le balisage des zones de travail et de dépôt de matériel. Un plan d'installation de chantier devra être fourni au Maître d'ouvrage pour approbation avant démarrage des travaux.

Le Titulaire aura à charge le gardiennage de son matériel et du chantier pendant ses travaux.

Le Titulaire doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur. Il sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature que ce soit qu'il peut occasionner du fait de ses travaux, tant aux propriétés voisines qu'au domaine public.

En aucun cas, le Maître de l'ouvrage ne pourra être inquiété ou recherché à ce sujet.

Pendant toute la durée du chantier, Le Titulaire devra assurer la maintenance de ces installations ainsi que les modifications éventuelles rendues nécessaires par l'avancement des travaux et la dépose en fin de chantier.

Le titulaire doit se mettre en rapport avec les services techniques de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne (pôle PMG), pour se procurer auprès de ces services tous les renseignements utiles à l'exécution des travaux et des diverses démolitions.

Il doit transmettre au représentant du Maître d'ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge.

Le titulaire établira un planning d'intervention en accord avec les intéressés pour l'ensemble de ses travaux en respectant le délai global de l'opération.

5 – Caractéristiques des matériaux et produits

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents normatifs : normes, lois, décrets, circulaires, etc. en vigueur.

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec l'ensemble des règles professionnelles applicables, et notamment :

- Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Normes techniques
- Avis Techniques
- REEF
- Etc. Liste non exhaustive

Les matériaux utilisés seront conformes aux normes françaises et européennes applicables à ceux-ci, avec notamment :

- Matériau avec marquage NF et CE
- Titulaire d'un Procès-Verbal d'essai en cours de validité
- Labels, classements et autres suivant typologie des ouvrages

Le marquage CE, étant de nature réglementaire et obligatoire pour les produits de construction, n'est pas systématiquement rappelé au sein des CCTP.

Le Titulaire doit connaître tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées, et le fait, par l'entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, entraînera le refus systématique par la Maîtrise d'ouvrage des ouvrages non conformes. L'entrepreneur assumera l'ensemble des frais engendrés consécutifs à des prestations non conformes.

Qualité des matériaux et fournitures

a) MARQUES & REFERENCES :

Les marques et références des matériaux éventuellement citées au sein du présent document sont données à titre d'exemple et ont pour objet d'illustrer les niveaux de caractéristiques techniques, qualitatives et esthétiques minimales recherchées.

Les marques citées ne constituent en aucun cas une obligation.

Pour autant, certaines marques peuvent être imposées par soucis d'uniformité de matériaux pour l'entretien, ou l'exploitation.

Dans ce cas, les articles prescriptifs le précisent.

Dans le cas d'un silence du CCTP sur la marque et la référence d'une fourniture, la marque et la référence choisies par l'entrepreneur devra apparaître dans son offre, afin que le Maître d'Ouvrage puisse en apprécier les qualités.

b) PROPOSITION de la part de l'entreprise :

Le Titulaire devra préciser les marques et références des matériaux, qu'il retient, au sein du cadre de réponse, dans l'espace réservé à cet objet.

Si Le Titulaire choisit de retenir une autre marque et référence de matériau, elle devra obligatoirement joindre à son offre la fiche technique de ce matériau pour validation.

Dans le cas où l'entreprise ne spécifie rien dans la case réservée à cet objet au sein du cadre de réponse, cela sous-entendra que l'entreprise a répondu avec le produit cité en exemple.

c) ECHANTILLONS & PROTOTYPES :

Dans le cas courant de matériaux industrialisés, Le Titulaire devra fournir une gamme d'échantillons au Maître D'ouvrage pour permettre le choix définitif, et ce avant toute commande.

Le Titulaire devra également fournir les procès-verbaux, certificats d'essais, documents techniques Atec du fabricant, etc. afférents à ces matériaux, dans le même temps, pour validation par le Bureau de Contrôle.

Dans le cas particulier d'ouvrages nécessitant une fabrication, un assemblage, un montage particulier ou autres, le Maître d'ouvrage demandera la réalisation d'un ou plusieurs prototypes avec leurs poses en place réelle, pour validation par le Maître d'ouvrage et le bureau de contrôle avant toute mise en fabrication définitive.

Le coût de fabrication et de pose de ces prototypes est implicitement inclus à l'offre de l'entreprise.

Une commande ou une mise en fabrication préalable à la validation écrite des matériaux, par la Maitrise d'ouvrage et le Bureau de contrôle, ne pourra être facturée au Maître d'Ouvrage, et restera à charge du Titulaire.

6 – Vérifications, contrôles et garantie

6.1 – Vérifications des côtes des plans

Le Titulaire est tenu de vérifier, avant toute exécution, les côtes portées sur les plans qui lui sont remis.

Il devra immédiatement signaler au Maître d'ouvrage les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

6.2 - Certificats, contrôle et essais des matériaux, échantillons

Les certificats de classement au feu, d'hydrofugation, de traitement des bois, de protection des métaux, sont à fournir par les entrepreneurs.

Chaque Titulaire est tenu de produire les justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de se faire présenter dans les usines, magasins, ateliers du Titulaire, les matières premières destinées au chantier, ceci avant ou après usinage, pour les opérations de vérification et d'essais.

Ces contrôles, qui sont à la charge du Titulaire, se rapporteront notamment aux :

- Essais sur éprouvettes de béton

- Essais d'étanchéité à l'air, l'eau et au vent
- Essais de fonctionnement des installations techniques
- Mesures d'isolation acoustique

Pour les installations techniques, l'autocontrôle par le Titulaire devra satisfaire aux instructions COPREC.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique, utiles aux essais et aux vérifications est à la charge de l'entrepreneur concerné par les opérations de contrôle qui devra par ailleurs fournir le matériel d'essai nécessaire et mettre à disposition la main d'œuvre affectée aux vérifications.

Tant en cours de chantier qu'à l'achèvement des travaux, il sera procédé, en présence du Maître d'ouvrage et du Bureau de Contrôle, à des essais et vérifications conformément aux impositions des documents contractuels et des textes réglementaires en vigueur (DTU, documents COPREC, documents techniques Atec du fabricant, etc.).

Chaque Titulaire devra obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de son marché, dans un délai de 20 jours à partir de la remise par le Maître d'ouvrage du listing.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le Maître de l'ouvrage, dans un délai maximum de 3 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références numéros de série ou de type, couleur, description sommaire.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée en quatre exemplaires au Maître d'ouvrage, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc.

Cette liste n'est pas limitative.

6.3 - Garanties des équipements - Hors disposition particulières stipulées au CCTP

La garantie sera prononcée une fois les modifications effectuées et les nouveaux essais satisfaisants.

Elle couvre :

- le matériel
- les frais de main-d'œuvre et de déplacement
- tous raccords et réfection du fait de son intervention

La garantie dure 2 ans à partir de la réception définitive, sauf pour certains matériaux bénéficiant d'une garantie étendue. L'entrepreneur est également responsable des fournitures sous-traitées, dans les mêmes conditions.

Le titulaire s'engage à remplacer, réparer ou modifier, à ses frais, toutes les pièces ou éléments défectueux de conception, de matériaux ou de construction pendant la durée de la garantie, à partir de la mise en service. Chaque pièce remplacée ou modifiée bénéficie d'un délai de garantie supplémentaire de 6 mois.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier l'état du matériel en fin de garantie, en présence de l'installateur. En cas d'usure anormale, l'entrepreneur devra remplacer le matériel.

Pour assurer le transfert de compétences, le titulaire mettra à disposition du Maître d'Ouvrage le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles à la conduite et à l'entretien des installations, jusqu'à satisfaction complète du Maître d'Ouvrage, confirmée par écrit.

Le titulaire assurera gratuitement l'entretien et la maintenance du matériel pendant la période de garantie. Le contrat d'entretien, si le titulaire est adjudicataire, prendra effet à la fin de la période de parfait achèvement.

Le Titulaire retenu assurera pendant la garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place. Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures.

7 – Travaux en site occupé

Les travaux auront lieu principalement en site occupé.

Les titulaires de chaque lot devront tenir compte de ce facteur dans leur intervention et dans leur organisation :

- Protection des ouvrages adjacents
- Nettoyage journalier
- Tenue du personnel
- Respect des horaires
- Respect des dates et délais d'intervention
- Limitation du bruit au maximum
- Phasage des travaux
- La dépose et la repose notamment des garnitures de portes, des plaques d'interrupteurs et de prises de courant.
- L'élimination des déchets et salissures liés à leur intervention
- Le nettoyage des grilles de traitements d'air
- Délimitation de la zone de chantier
- Demande de la condamnation de la détection automatique incendie si besoin (poussière, fumée...)

8 – Installation du chantier et Stockage des matériaux

Dans le cadre du PGC (pièce jointe à la consultation), le coordonnateur d'hygiène et sécurité définira les dispositions à prévoir par les entreprises, avec entre autres (liste non exhaustive) :

- La fourniture et la pose du panneau de chantier et sa dépose en fin de chantier (dépose après la livraison du chantier)
- Les accès au chantier (véhicules et piétons) et leurs portails (nature et dimensions)
- L'organisation des cheminements (piétons, véhicules, engins, etc.)
- La matérialisation des mitoyens
- L'aménagement de la base vie
- L'aménagement des réseaux divers et leurs raccordements à la base vie
- Les clôtures de chantier et/ou de la base vie
- Les voies d'accès piétonnes pour accéder à pied propre jusqu'à la zone cantonnement
- Les panneaux réglementaires de chantier et de permis de construire à définir en phase de préparation de chantier
- La signalisation réglementaire ("port du casque obligatoire", "chantier interdit au public", "piétons passez en face", etc.) et balisage nocturne

- La dépose avec soin de panneaux de signalisation routière et repose à la fin de travaux
- L'implantation de la zone cantonnements pour les salariés et les travailleurs indépendants (barques vestiaires, réfectoires, installation sanitaires)
- L'implantation des bureaux de chantier une salle de réunion et une salle de dépôt des échantillons
- L'implantation des voies de circulation à l'intérieur du chantier
- L'emplacement des zones de stationnement pour les véhicules des entreprises
- L'implantation des zones de stockage des bennes
- L'implantation des engins de manutention type grue
- L'implantation des ateliers et aires de travail spécifiques (préfabrication, ferrailage, etc.)
- L'implantation de la zone de tri et de gestion des déchets de chantier
- Etc. Liste non exhaustive

Les plans d'installation de chantier et de stockage des matériaux devront être soumis à l'acceptation du Coordonnateur SPS et du Maître d'Ouvrage ou de son représentant.

Si le Titulaire ne réalise pas les prestations décrites au sein du P.G.C., le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à la mise en régie des prestations non exécutées.

L'organisation du chantier est décrite au sein du P.G.C. établi par le Coordonnateur d'hygiène et sécurité.

le Titulaire doit prendre connaissance de ce document dans son intégralité.

L'entreprise devra donc intégrer dans ses prix unitaires, l'ensemble des prestations d'organisation-

Les ouvriers devront obligatoirement porter une tenue spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge numéroté avec mention du nom de l'entreprise.

Aucun accès à la salle serveur de la CCI ne sera autorisé sans la présence du service DSI de la CCIR.

Chaque personne présente sur le chantier devra déclarer sa présence à l'accueil du site de Roanne.

Chaque entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages.

La dépose de la protection sera réalisée par l'entreprise qui en a effectué la mise en place.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.

Le titulaire devra faire toutes les observations et remarques en temps utile, faute de quoi, celui-ci restera le seul responsable de tous désordres et inconvénients ultérieures.

Aucune réserve ne sera admise, ni aucune réclamation ne sera prise en considération après le démarrage des prestations sans réserve préalable.

Le début d'intervention de l'entreprise implique tacitement une réception "sans réserve" des supports concernés.

9 – Nettoyage et Gestion des déchets

9.1 – Nettoyage

Chaque entreprise de chaque lot devra assurer avec le plus grand soin le nettoyage quotidien des locaux ou zones qu'elle occupe, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, ainsi que l'enlèvement et l'évacuation de ses gravois, emballages, etc. à toute distance, compris frais de décharges.

Elles doivent également l'enlèvement des protections de ses ouvrages après accord de la Maîtrise d'Ouvrage.

Le titulaire tiendra compte dans ses prix des nettoyages successifs après exécution de ses ouvrages.

Il ne pourra prétendre à quelque plus-value que ce soit pour ces travaux de nettoyage.

Dans le cas de chantier trop sale, ou si les nettoyages se révélaient inexistantes ou insuffisants, le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur SPS pourront faire intervenir, sur simple constatation, une société spécialisée dans le nettoyage.

Le coût de cette intervention sera directement imputé aux entreprises concernées (avec répartition en fonction d'un degré de responsabilité).

9.2 - Gestion des déchets de chantier

Chaque entreprise aura à sa charge la gestion, le tri sélectif et l'élimination de ses déchets d'emballages et de chantier, conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets, ainsi qu'aux règlements sanitaires départemental et régional et aux engagements figurant dans son offre.

Les entreprises s'acquitteront de leur obligation aux prescriptions relatives au tri sélectif en déposant leurs déchets prétriés dans des bennes mises en place par elles-mêmes et à leur charge.

C'est le producteur ou le détenteur des déchets qui reste responsable de leur élimination.

Les déchets doivent être valorisés ou orientés vers un centre de stockage spécifique, en fonction de leur nature :

- Classe 1 : Dangereux
- Classe 2 : industriels banals
- Classe 3 : inertes

Seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge.

L'entreprise devra donc prendre en charge les démarches nécessaires (bordereau) sur le suivi des déchets et intégrer à son offre l'ensemble des frais en découlant.

Le tri, la gestion et l'élimination des déchets restent sous son entière responsabilité.

Il est rappelé à tous les intervenants que l'abandon, le brûlage sans autorisation et non motivé, les mélanges de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets dans les réseaux d'assainissement sont interdits. Les mélanges de différents déchets sont proscrits.

10 – Réception de Chantier

Tous les ouvrages réalisés devront être conformes aux normes et à la commande.

Pour les interventions nécessitant un contrôle réglementaire, celui-ci sera à la charge du titulaire.

Un DOE devra également être remis à cette occasion.

Le titulaire devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et transmettre avant réception des travaux, les attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC (ex-PV COPREC) pour avis au bureau de contrôle.

Ces essais et vérifications sont à la charge du titulaire.

L'entreprise devra informer en temps utile le Bureau de Contrôle de la date de réalisation des essais et vérifications.

10.1 – Nettoyage fin de chantier

Dans le cadre de l'opération, un nettoyage de réception est prévu au lot 4 Plâtrerie - Peinture – Plafonds.

Ce lot a uniquement en charge le nettoyage final en fin de chantier avant la mise en service des locaux.

Cela ne dispense en aucun cas les autres lots du nettoyage des locaux qu'ils occupent pour la réalisation des prestations qui leurs sont demandées.

10.2 – Levée des réserves

La levée des réserves aura lieu impérativement dans le mois suivant la visite des opérations préalables à la réception.

Elle ne sera prononcée que lorsque les modifications auront été effectuées et les nouveaux essais satisfaisants.